



« L'acharnement mis à fermer des classes préparatoires interpelle »

L'historien et professeur en classe préparatoire à Lyon Arnaud Pautet dénonce, dans une tribune au « Monde », les fermetures de classes préparatoires envisagées à Paris, alors que cette filière fait toujours ses preuves. Il s'alarme d'un discours ambiant négatif. Cette tribune paraît dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien

Pour les professeurs de classe préparatoire, les mois de décembre se suivent et se ressemblent. Après la tentative de réforme avortée en 2023 des prépas commerce (ECG, Economique et commerciale voie générale), présentée comme une nécessité pour les sauver, plusieurs responsables au ministère prédisaient des fermetures imminentes, laissées à l'appréciation des recteurs. Ceux-ci ont tenu parole. Les motivations restent inchangées : faire des économies en ciblant les classes non remplies, ou qui n'ont pas assez pris en compte la question de la mixité sociale.

Comme le stipulait un communiqué commun des associations de classes préparatoires le 1 décembre, le rectorat de Paris a annoncé la fermeture de quatre classes préparatoires à la rentrée 2024 : une ECG à Paris, deux littéraires (aux lycées Chaptal et Lamartine) et la prépa ATS bio du lycée Pierre-Gilles-de-Gennes. La chose pourrait s'entendre si leurs effectifs étaient dramatiquement bas. Mais trois des classes concernées sont pleines, et la quatrième est presque remplie.

Le rectorat justifie sa décision par 1 565 places non pourvues en classe préparatoire dans l'académie. Ce chiffre masque une interprétation erronée d'une circulaire de 2002 prescrivant de ne pas dépasser 48 étudiants par classe. Il s'agissait d'éviter des effectifs pléthoriques dans les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) les plus cotées, au détriment des classes préparatoires de proximité. Ce maximum est devenu un minimum. Un pilotage par les chiffres inepte, puisque si l'on baissait ce seuil à 42, on pourrait alors dire qu'il manque quatre CPGE pour satisfaire la demande des étudiants !

« Un ovni à l'international »

Les décideurs peuvent-ils justifier la chose par une mixité sociale insuffisante ? Nullement. La classe préparatoire ECG du lycée Jacques-Decour, à Paris, compte une forte proportion de boursiers du secondaire (38 % selon les associations de CPGE, 20 % selon le rectorat). Quant à l'hypokhâgne du lycée Lamartine, elle ne comptait à la rentrée aucune mention très bien dans son effectif. De quoi tordre le cou à l'idée que les CPGE donnent seulement leur chance aux dossiers impeccables et ne recrutent que des « premiers de cordée ».

En ce qui concerne les classes préparatoires ECG, prétendument élitistes, rappelons qu'en 2023 les écoles inscrites à la procédure d'admission Sigem proposaient 7 831 places pour 9 122 candidats. 86 % des inscrits, s'ils passaient toutes les épreuves, pouvaient donc aisément trouver chaussure à leur pied. Le taux de remplissage des formations PGE (Programme grande école, accessible sur concours après CPGE) a bien baissé (700 places offertes n'ont pas été pourvues), mais il avoisine 91 %.

Alors que commence la saison des salons, que les premières angoisses des étudiants et des parents resurgissent avec l'ouverture de Parcoursup, une petite musique se fait entendre pour délégitimer à nouveau les CPGE. Dans L'Etudiant daté du 30 novembre, un spécialiste de l'enseignement supérieur affirme ainsi : « Le modèle grande école à la française n'est pas remis en cause. Ce qui l'est, c'est celui de la classe prépa, qui est un ovni à l'international. » Il s'interroge sur « la fin du modèle Programme grande école », considérant avec raison la difficulté des écoles de management situées au-delà du top 10 à remplir leurs effectifs dans ces PGE.

Mais il semble oublier que les Bachelor of Arts et les College of Arts du monde anglo-saxon, sans même parler des Prep Schools américaines, présentent bien des points communs avec nos CPGE. La seule originalité de cette formation tient à sa présence dans les lycées. Mais n'est-ce pas une source d'émulation pour les lycéens, au contact des préparationnaires ?

Ces jugements hâtifs laissent à penser que la baisse des effectifs s'aggrave, que l'offre éducative proposée en classe préparatoire est inadaptée, que les propositions faites en 2022 doivent être remises sur la table. Ces prises de position ne sont pas innocentes, dans un contexte de concurrence acharnée pour capter le marché des étudiants





hésitant entre bachelors, universités françaises ou étrangères, et classes préparatoires.

Etudiants satisfaits

L'évolution des effectifs reste, étonnamment, un secret bien gardé Rue de Grenelle. Mais l'énergie déployée par les collègues pour la promotion de la filière semble payer. Le cabinet Headway Advisory, sous la plume d'Olivier Rollot, fin septembre, évoquait en reprenant des estimations du ministère une augmentation de 2,6 % des effectifs de classe préparatoire pour 2023-2024.

En 2022, les mêmes services pronostiquaient une baisse de 0,9 %. En l'état, les acteurs du secteur estiment que les CPGE commerce ont gagné 400 candidats, et les CGPE scientifiques 1 500. Au-delà de ces variations saisonnières, la tendance de long terme est assez stable. Les services du ministère, dans leur note statistique de mars 2023, prévoient une baisse de l'ordre de 1,6 % sur la période 2021-2031.

La vision churchillienne des classes préparatoires, promettant du sang et des larmes, a vécu. Une étude menée par l'Edhec révélait ainsi que 94 % des étudiants passés par une CPGE retenteraient l'expérience et la conseilleraient.

Des profils particuliers ciblés

L'acharnement mis à fermer des classes préparatoires interpelle : elles ouvrent des parcours d'excellence à des lycéens besogneux dont les parents ne peuvent pas payer une scolarité à l'étranger. Elles ciblent des profils différents des jeunes intéressés par les formations alternatives. Les Business Schools ne se plaignent guère des étudiants que nous leur confions au seuil des concours. Au contraire, elles leur réservent des cursus « premium », des doubles-diplômes sur mesure, des parcours électifs et des échanges avec des universités étrangères prestigieuses.

Enfin, face à la baisse de la productivité observée et aux résultats inquiétants dans les classements internationaux, la priorité donnée à la fermeture de cursus sélectifs contredit le ministre Gabriel Attal, qui attend pour l'école un « choc des savoirs »

A une question de la sénatrice Catherine Dumas (Les Républicains, Paris) posée en janvier au ministre sur la réforme en filière ECG, ses services avaient répondu : « L'opposition de certains, cristallisée et exprimée par communiqués de presse, a empêché la nécessaire sérénité à la conduite de travaux sur un sujet aussi important et sensible. » Il fallait du temps pour « restaurer le cadre d'un dialogue serein et efficace ». Dans l'attente de trouver ce paradis perdu, chacun jugera du climat de confiance dans lequel évoluent aujourd'hui les enseignants de CPGE.

